



Renouveler la démocratie par l'indépendance

BUILDING A NEW
SCOTLAND



Résumé

La série « Building a New Scotland » offre aux citoyens les informations dont ils ont besoin pour faire un choix en pleine connaissance de cause lors d'un référendum sur l'avenir de l'Écosse.

Ce deuxième document détaille l'opinion du gouvernement écossais, pour qui ses habitants ont le droit de choisir comment ils doivent être gouvernés et de décider si l'Écosse doit devenir un pays indépendant.

L'Écosse est une nation constitutive du Royaume-Uni, dotée de son propre parlement et son propre gouvernement élu.

Tout comme le gouvernement gallois, le gouvernement écossais estime que le Royaume-Uni est une association volontaire de nations et que les souhaits exprimés par les citoyens écossais lors d'élections doivent être respectés.

Depuis le départ du Royaume-Uni de l'Union Européenne (UE), le gouvernement du Royaume-Uni a adopté plus de lois qui outrepassent les pouvoirs du Parlement écossais.

Avec l'appui de la majorité, la Chambre des communes et la Chambre des lords, non élue, pourraient modifier les pouvoirs du Parlement écossais, voire même l'abolir à tout moment.

Le gouvernement écossais veut le respect, la protection et le renforcement de la prise de décision de l'Écosse.

L'Écosse a déjà tiré des bénéfices de sa capacité à se prononcer sur des sujets où son Parlement et son gouvernement détenaient le pouvoir.

Ces bénéfices, acquis sous différents gouvernements, comprennent l'introduction de la gratuité des soins personnels pour les personnes âgées, la fin des frais pharmaceutiques et de soins dentaires, ainsi que la protection de l'enseignement universitaire sans frais de scolarité et du service national de santé (NHS) contre la privatisation.



Les familles à faibles revenus ont reçu des aides pour faire face au coût de la vie grâce à des mesures comme le Scottish Child Payment.

Les décisions du gouvernement écossais sur la fiscalité ont créé un système plus juste et plus progressif. En 2022-2023, la majorité des contribuables écossais ont payé moins d'impôt sur le revenu que s'ils vivaient ailleurs dans le Royaume-Uni. Le système de vote utilisé aux élections locales et législatives écossaises est également plus juste que celui du Royaume-Uni : le nombre de membres du Parlement écossais (MSP) des différents partis représente mieux la réalité du vote des citoyens.

Six des membres du Parlement (MP) du Royaume-Uni représentant l'Écosse appartiennent au parti actuellement au pouvoir à Westminster, qui n'a pas remporté d'élection en Écosse depuis près de 70 ans. Durant 39 des 77 années écoulées depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Écosse a été gouvernée par des gouvernements du Royaume-Uni élus par moins de la moitié des circonscriptions écossaises.

Dans le système actuel, le gouvernement et le Parlement du Royaume-Uni restent encore les seuls à pouvoir prendre des décisions concernant de nombreux sujets et ayant une incidence considérable sur la vie quotidienne des citoyens.

Ces décisions concernent notamment le domaine de la défense et le départ ou non de l'Écosse de l'UE. Elles concernent également les politiques énergétiques essentielles portant, par exemple, sur le degré de soutien apporté aux projets relatifs aux énergies renouvelables.

Le gouvernement du Royaume-Uni prend la majorité des décisions sur la réduction ou la hausse des impôts, des retraites et des avantages sociaux comme le crédit universel.

Comme détaillé dans le document principal, les décisions du gouvernement du Royaume-Uni ont, dans de nombreux domaines, des effets à long terme et néfastes sur les habitants d'Écosse.

Il s'agit notamment de l'échec de l'investissement des revenus pétroliers de la mer du Nord de l'Écosse dans un fonds qui, selon les estimations, aurait pu aujourd'hui valoir plus de 500 milliards de livres sterling, environ trois fois le revenu national annuel de l'Écosse.

L'Écosse a été retirée de l'UE en dépit du fait qu'elle avait voté pour y rester. L'accord du Brexit du gouvernement du Royaume-Uni rend plus difficile le voyage, le travail et les activités commerciales avec les pays de l'UE pour les Écossais.

Le gouvernement du Royaume-Uni a refusé d'accorder à l'Écosse des pouvoirs relatifs à la migration, bien que l'Écosse soit le seul pays constitutif du Royaume-Uni où une diminution du nombre de personnes en âge de travailler au cours des 25 prochaines années est attendue, ce qui implique que nous devons recruter des personnes qualifiées de l'étranger.

Aucune promesse du gouvernement du Royaume-Uni d'accorder plus de pouvoirs à l'Écosse ne changerait le fait que, tout bien considéré, le pouvoir de décision siègerait toujours à Westminster.

On compte maintenant une importante majorité au sein du Parlement écossais en faveur et élue en raison d'un engagement clair à donner aux citoyens écossais le choix de l'indépendance à travers un référendum.

L'indépendance mettrait entre les mains de l'Écosse le pouvoir de décider de son propre avenir, avec des décisions prises par des gouvernements élus par le peuple écossais.

© The Scottish Government 2022

Publié par le gouvernement écossais en juillet 2022

ISBN : 978-1-80435-737-8

Produit pour le gouvernement écossais par APS Group Scotland, 21 Tennant Street, Édimbourg EH6 5NA PPDAS1123682 (07/2022)

